

PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS ?

Résultats de la 2^{ème} édition du baromètre de l'opinion – 2013

Une étude réalisée par



Les grands enseignements

Cette deuxième édition du baromètre national de suivi de la connaissance et de l'opinion des Français à l'égard de la politique de l'eau confirme et appuie les grands enseignements mis en lumière lors de la première mesure.

Notoriété et perception des enjeux liés à la gestion de l'eau et à la préservation des ressources

- **La qualité de l'eau potable, première préoccupation environnementale pour 48% des Français**

Les Français placent la qualité de l'eau potable comme première préoccupation environnementale devant la qualité de l'air et le réchauffement climatique

- › qualité de l'eau potable (48%)
- › qualité de l'air (43%)
- › réchauffement climatique (41%)

La hiérarchie est similaire à celle mesurée dans la vague barométrique de 2011. Les Français appréhendent toute la thématique de l'eau par le prisme de l'eau du robinet.

- **La réduction de la pollution des cours d'eau (52%) et la préservation des milieux aquatiques (48%) : des enjeux importants pour les Français**

S'agissant des enjeux liés à l'eau plus spécifiquement, les personnes interrogées ont identifié les problématiques suivantes

- › réduction des pollutions des cours d'eau (52%)
- › qualité de l'eau du robinet (51%)
- › gestion de l'eau à l'échelle de la planète (50%)
- › préservation des milieux aquatiques (48%)

Des enjeux relativement généraux de protection quantitative et qualitative de la ressource cités dans des proportions similaires à 2011.

- **57% des Français ont le sentiment que la qualité de l'eau des rivières s'est dégradée en 10 ans**

Interrogés sur l'évolution de la situation en 10 ans concernant plusieurs enjeux liés à l'eau, les Français apparaissent plutôt **pessimistes**.

C'est à l'égard de la **qualité de l'eau des cours d'eau et des lacs, et de la quantité des ressources en eau disponibles, que les jugements sont les plus sévères**, respectivement 57% et 49% des personnes interrogées ayant le sentiment que la situation s'est dégradée.

Perception et jugements au regard des enjeux liés à l'eau dans la région

- **Les Français expriment une satisfaction très majoritaire (73%) et solide quant à la gestion de l'eau dans leur région**

La satisfaction des Français à l'égard de la gestion de l'eau dans leur région est **bonne et stable**: près des trois quarts des personnes interrogées ont déclaré en être satisfaites (73%) ; **sans surprise la qualité de l'eau du robinet se révèle être le sujet recueillant la plus forte satisfaction (77%)**.

Toutefois, près d'un Français sur deux fait état de **problèmes** liés à l'eau concernant **la pollution des rivières, des lacs, du littoral et des fleuves (45%)** et de leurs conséquences dérivées que sont la qualité des poissons pêchés dans les cours d'eau et des coquillages en mer (38%) et la qualité de l'eau de baignade (33%).

La qualité/quantité de **l'eau souterraine (72%)** et la quantité de l'eau dans les cours d'eau et les lacs (71%), **en revanche**, sont les deux sujets qui enregistrent les plus **fortes progressions**

Perception et évaluation des politiques publiques

- **Les Français à 60% font confiance aux collectivités locales en matière de gestion de l'eau**

Dans le classement des **acteurs** qui inspirent le **plus confiance** en matière de **gestion de l'eau**, on retrouve loin devant, avec 31% de premières citations (**60% au total**), les **collectivités locales et les élus, l'eau étant avant tout perçue par les Français au travers du « prisme local »** de sa gestion à l'échelle du territoire concerné. **En second lieu, les Français font confiance aux protagonistes exempts d'éventuels conflits d'intérêts, l'État et ses établissements publics notamment.**

Ce classement est similaire à celui du précédent baromètre (2011). Les Français attachent une importance aux actions qui visent à **éduquer, sensibiliser et former tous les publics (39%)** et à **l'application du principe « pollueur payeur » (25%)**.

Les actions répressives (14%) et incitatives financièrement (7%) sont moins plébiscitées par les Français.

Actions de l'Homme ayant des conséquences sur les phénomènes naturels

- **Les Français attribuent la dégradation de l'état des eaux à l'action humaine dont 76% pour les pesticides**
 - les **pesticides** utilisés dans **les champs et les jardins** (76%).
 - les **substances dangereuses** (52%)
 - le **réchauffement climatique** (26%)
- **Les Français attribuent aux politiques locales d'urbanisme les risques liés aux inondations**
 - **constructions dans les zones à risque** (36% des premières citations, 69% au total)
 - **l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols** (34% des premières citations, 63% au total)
 - **dérèglement climatique** (48% au total)
 - **La disparition des zones humides** (5% des premières citations et 18% du total) est un enjeu mal perçu.

L'implication personnelle pour une meilleure gestion de l'eau

- **58% des Français s'engagent à titre personnel pour préserver l'état des eaux**

Les Français sont convaincus que les **pesticides et autres substances dangereuses difficiles à traiter sont une des causes principales de la dégradation de l'état de l'eau des cours d'eau**. Ils s'engagent en conséquence à en limiter leur usage.

- faire **preuve de vigilance quant aux produits rejetés** dans les canalisations (34% des premières citations, 58% au total)
- **acheter des produits non polluants** pour les activités de bricolage (12%, 28% au total)
- **utiliser des procédés naturels** pour l'entretien du jardin (15%, 32% au total)

« Acheter des **produits ménagers bio/non polluants** » (66%) enregistre une progression de six points par rapport à 2011 dans les intentions des Français.

Pour mémoire, la récente consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques organisée entre le 1^{er} novembre 2012 et le 30 avril 2013 par les Comités de bassin sur les territoires des grands bassins hydrographiques de la métropole et des bassins ultramarins, qui avait recueilli plus de 25 000 contributions, avaient mis en avant des priorités identiques à celles obtenues dans le sondage barométrique d'octobre 2013, des priorités liées à la santé humaine et la vie des milieux aquatiques, afin que l'on puisse la boire durablement :

- **Éliminer les substances dangereuses dans l'eau (78,5%)**
- **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante (76,4%)**
- **Retrouver les équilibres écologiques, restaurer la biodiversité (60,6%)**

<http://www.lesagencesdeleau.fr/2013/10/02/consultez-la-synthese-nationale-de-la-consultation-du-public-sur-les-grands-enjeux-de-leau/>

Résultats de la 2^{ème} édition du baromètre de l'opinion – 2013

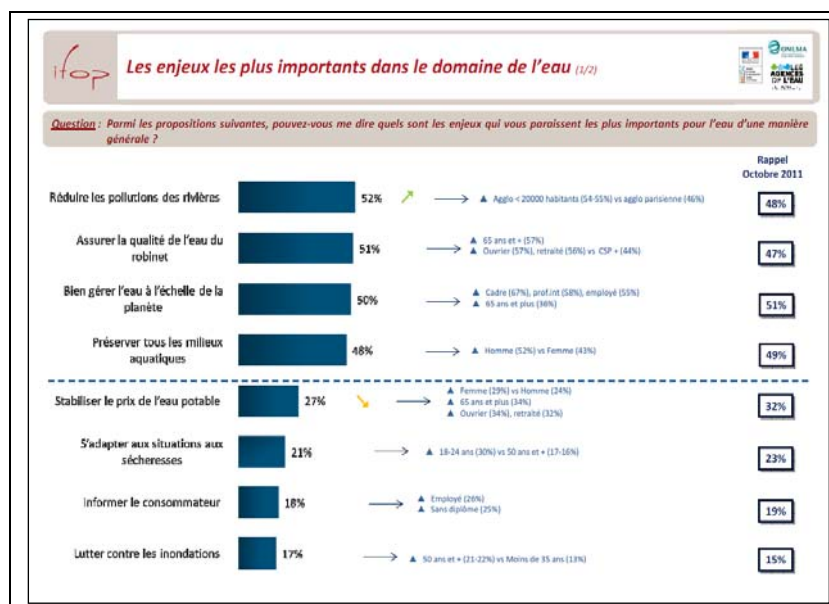
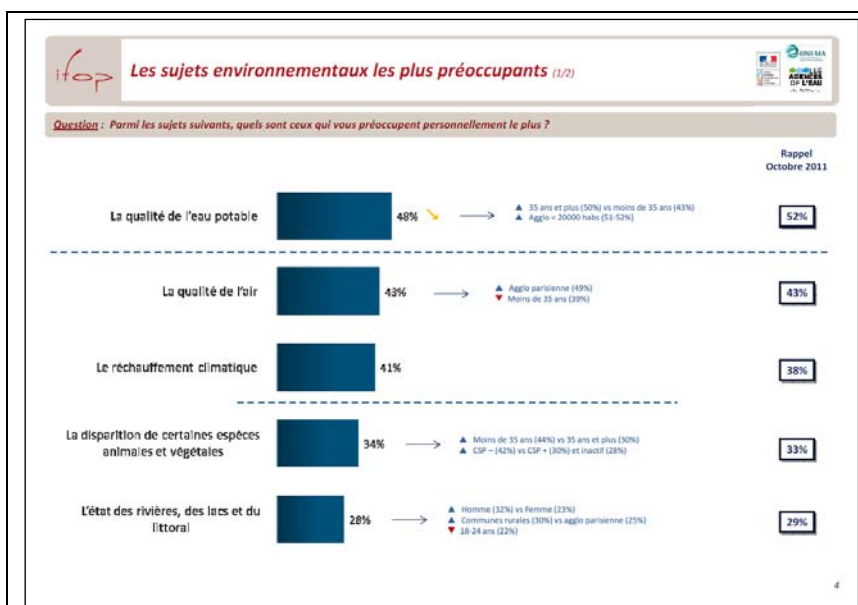
Analyse détaillée

Étude réalisée par l'IFOP pour les agences de l'eau, l'ONEMA et le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Échantillon de 3 514 personnes interrogées par téléphone du 1^{er} au 21 octobre 2013 et réparties comme suit : 604 personnes dans le bassin Loire-Bretagne, 402 personnes dans le bassin Artois-Picardie, 601 personnes dans le bassin Adour-Garonne, 402 personnes dans le bassin Rhin-Meuse, 601 personnes dans le bassin Seine-Normandie, 604 personnes dans le bassin Rhône-Méditerranée, 300 personnes en Corse.

Au sein de chaque bassin, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région. A l'issue du terrain d'enquête l'ensemble des résultats a été compilé et chaque bassin a été remis à son « poids » réel.

L'édition 2011 de ce baromètre dont il est fait mention dans ce document avait été réalisée selon le même protocole méthodologique auprès d'un échantillon de 3 514 personnes interrogées du 4 au 19 octobre 2011.



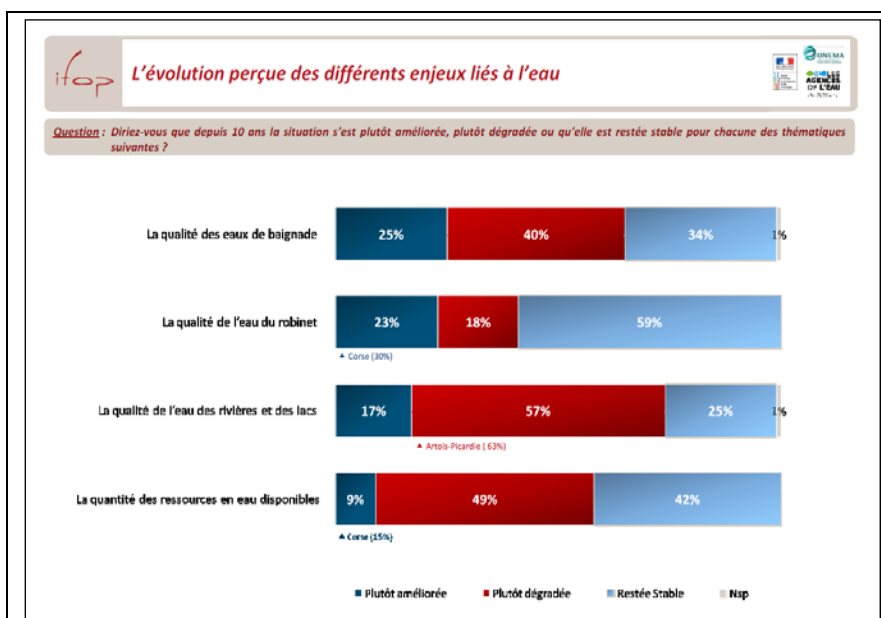
A l'exception du réchauffement climatique, on observe de forts clivages de perception entre les différents segments de population, notamment en fonction de l'âge, du lieu d'habitation et du sexe.

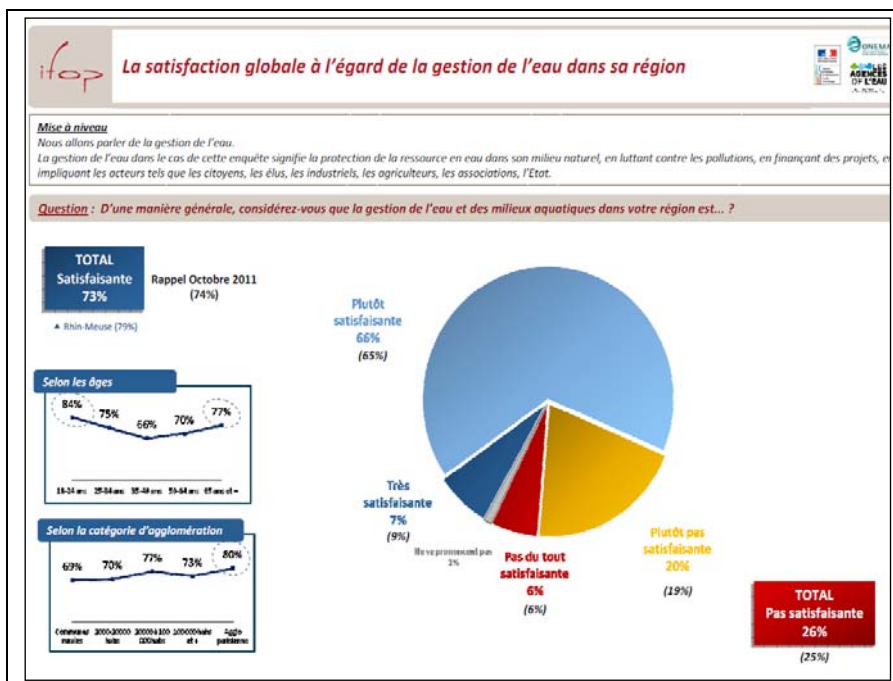
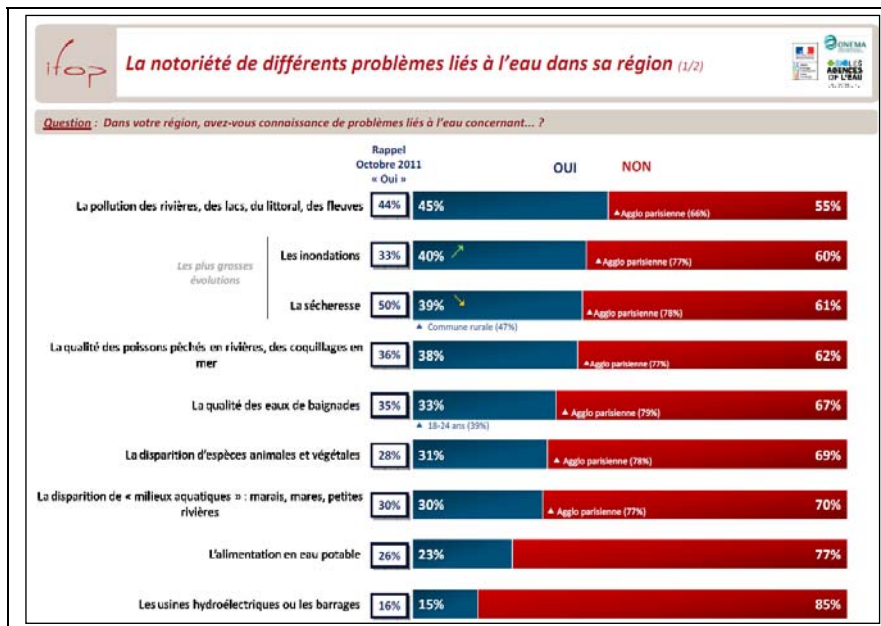
Ainsi, alors que les plus jeunes se sentent davantage concernés par la disparition de certaines espèces (*le taux de citation diminue quasiment de moitié entre les 18-25 ans et les 65 ans et plus, allant de 46% à 25%*), les plus âgés s'inquiètent davantage des enjeux liés à la qualité de l'eau potable (*52% chez les 65 ans et plus, soit +9 points par rapport aux moins de 35 ans*) comme de l'air (*48% chez les 65 ans et plus, +9 points par rapport aux moins de 35 ans*). Ces inquiétudes sont également plus ancrées chez les femmes (*50% contre 46 % pour la qualité de l'eau potable, 45% contre 40% pour celle de l'eau*), tandis que les hommes semblent plus concernés par l'état des cours d'eau, des lacs et du littoral (*32% contre 23%*).

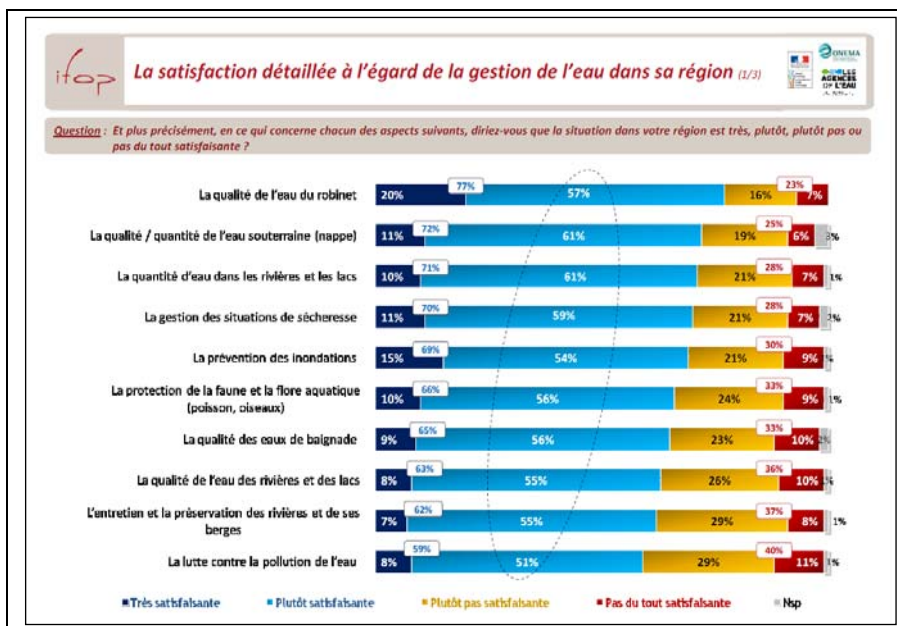
Enfin, et assez logiquement, l'eau **est un sujet qui touche davantage les habitants de communes plutôt rurales** (*qu'il s'agisse de sa qualité de l'eau potable ou de l'état des berges et des rivières*) alors que **les plus urbains se soucient en premier lieu de la qualité de l'air**.

Les **sujets plus conjoncturels** tels que l'adaptation aux situations de **sécheresse** (21%) et la lutte contre les **inondations** (17%) sont **relayés loin derrière, au second plan**, tout comme **l'information du consommateur** (18%). Il convient enfin de noter que les personnes interrogées désignent sensiblement moins la stabilisation du prix de l'eau potable qu'il y a deux ans comme étant un sujet prioritaire (27%, -5 points). Sur cette question, comme sur la précédente, on notera que les critères de sexe, d'âge, de profession sont particulièrement clivants.

S'agissant de la **qualité des eaux de baignade**, les jugements sont un peu plus partagés. Si une majorité relative (40%) considère que la situation s'est plutôt dégradée, 34% la qualifie de plutôt stable et 25% qu'elle s'est améliorée, soit le meilleur score sur les 4 sujets testés.







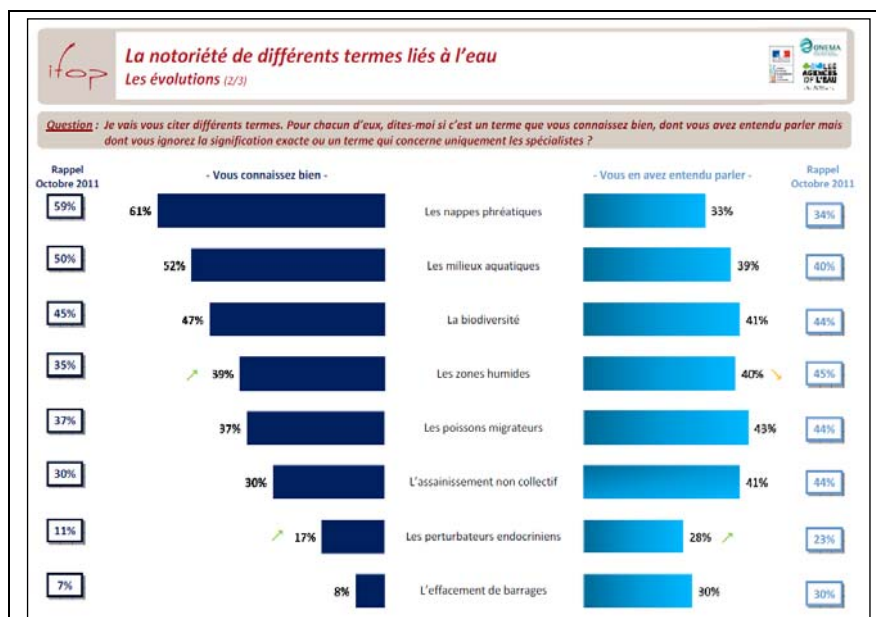
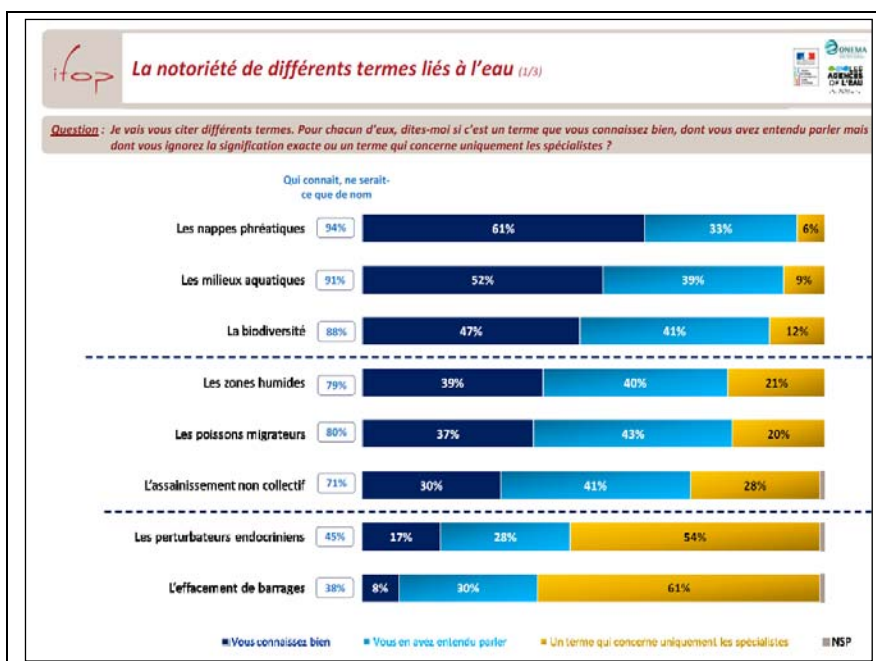
Les plus jeunes, plus conciliants sur ces thématiques sur lesquelles ils sont assez peu « experts », sont ici encore moins critiques que leurs aînés, le taux de satisfaction diminuant globalement avec l'âge des personnes interrogées (de 84% pour les moins de 25 ans à 71% chez les 35 ans et plus). Parallèlement, cette satisfaction globale est fortement corrélée au degré d'urbanité du lieu d'habitation des interviewés : de 69% chez les personnes habitant en communes rurales (souvent plus exigeantes sur les thématiques environnementales) à 80% chez les Franciliens.

On notera que les habitants du bassin Rhin-Meuse sont les plus enthousiastes à l'égard de la gestion de l'eau dans leur région, au global comme sur un plan plus détaillé (les niveaux de satisfaction sont significativement plus élevés pour sept des dix items testés). Il apparaît néanmoins qu'aucun bassin ne fasse montre d'une réelle insatisfaction, les seuls taux de satisfaction inférieurs à la moyenne concernant essentiellement des problèmes conjoncturels sur des bassins précis, tels que la prévention des inondations dans le bassin Artois-Picardie (60%, -9 points par rapport à l'ensemble), en Corse (60%, -9 points) ou dans le bassin Adour-Garonne (61%, -8 points) ou la gestion des situations de sécheresse en Corse et dans le bassin Adour-Garonne.

Il convient de relativiser cette forte satisfaction, en ce qu'elle se révèle, comme en 2011, assez peu constituée, la majorité des interviewés se positionnant sur les échelles intermédiaires «plutôt satisfaisant » ou « plutôt pas satisfaisant ».

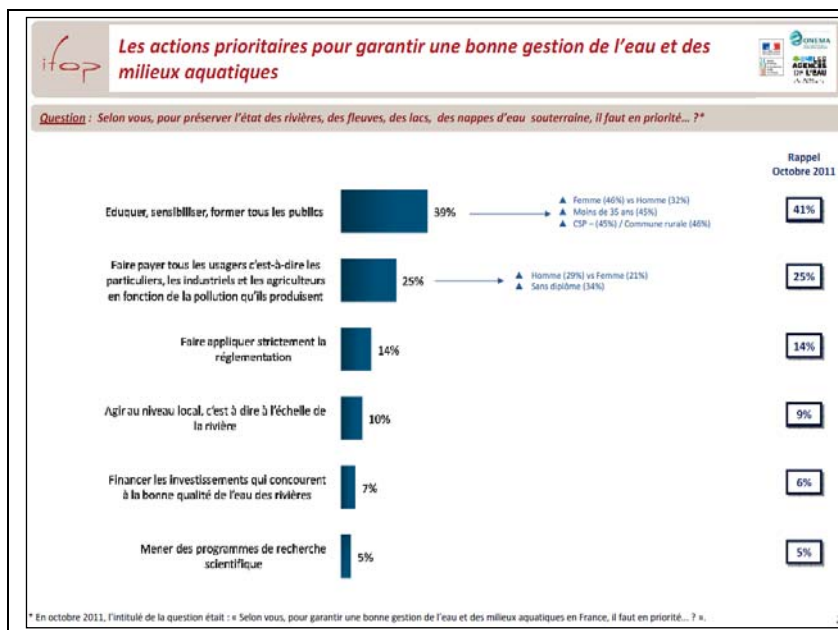
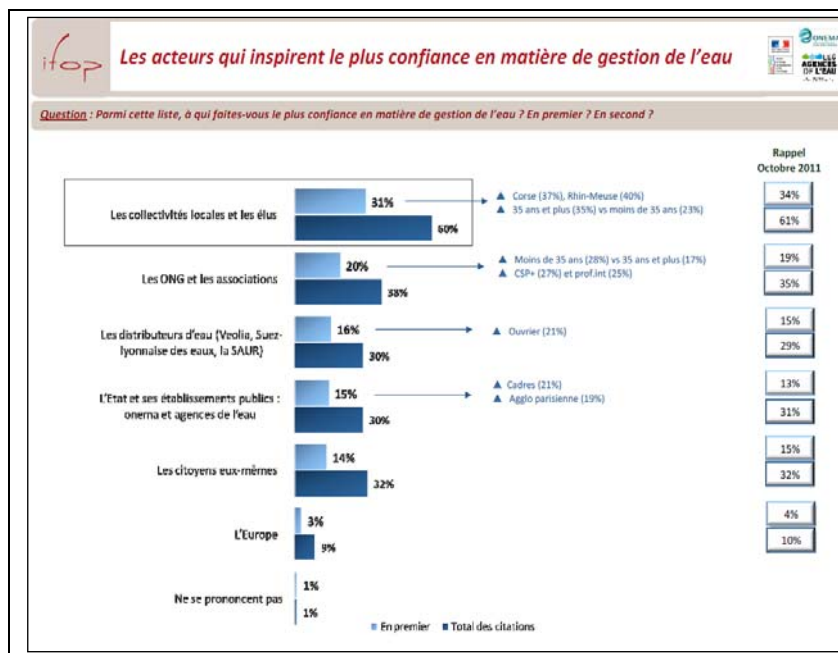
Les sujets plus conjoncturels, encore une fois, font l'objet des plus grosses évolutions entre 2011 et aujourd'hui. Ainsi, les personnes interrogées ont moins ressenti de problèmes liés à la sécheresse (39%, -11 points par rapport à 2011) mais davantage d'inondations (40%, +7 points), résultat qui s'explique en partie par les conditions météorologiques difficiles du printemps dernier. Les disparitions d'espèces animales et végétales (31%), de « milieux aquatiques » (30%), l'alimentation en eau potable (23%) et les usines hydroélectriques ou les barrages (15%) figurent comme en 2011 en bas de classement.

Dans le détail, on observe que les personnes de plus de 35 ans sont plus alertes sur les problèmes liés à l'eau dans leur région que les plus jeunes, tout comme les Français habitant en province le sont par rapport à ceux vivant en agglomération parisienne. Dans le détail des bassins, il convient de constater que les habitants des bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie sont, de manière générale, moins au fait des problèmes rencontrés dans la gestion de l'eau de leur région – ou alors y sont-ils moins sensibles ou moins exposés – que ceux vivant en Corse ou dans le bassin Rhône-Méditerranée, qui, quasi-systématiquement, ont un taux de citations plus élevé que la moyenne.



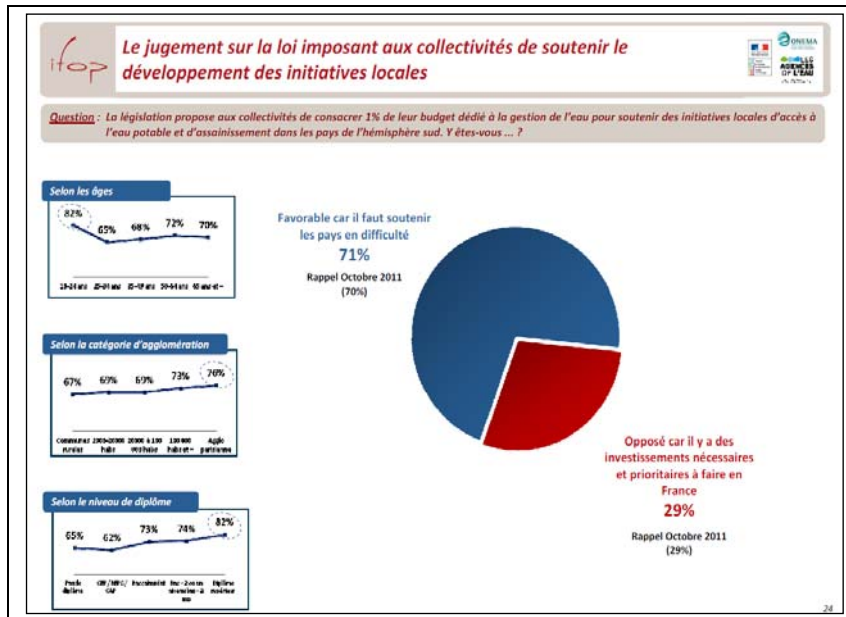
Les nappes phréatiques (93%), les milieux aquatiques (89%) et la biodiversité (88%), apparaissent, comme en 2011 comme les termes les plus familiers du grand public, qui majoritairement déclare même « bien connaître » la définition de chacun d'eux. Les zones humides (79%), les poissons migrateurs (80%) et l'assainissement non collectif (71%) se révèlent être des termes dont, bien qu'ils semblent évoquer quelque chose aux interviewés, la définition semble plus floue, la proportion des personnes déclarant en avoir seulement « entendu parler » étant supérieure à celle déclarant « bien les connaître ».

Loin derrière, avec une majorité de répondants qui les considèrent comme des expressions relevant uniquement des spécialistes, l'effacement de barrages et les perturbateurs endocriniens restent des termes peu parlants pour le grand public. Dans le détail, on relèvera que ces taux de connaissance sont systématiquement supérieurs chez les hommes, les cadres supérieurs ainsi que chez les personnes les plus diplômées. Ils évoluent peu en fonction des bassins, mais force est de constater que les Corses font montre d'une meilleure connaissance (ils sont significativement plus nombreux à déclarer connaître un item sur deux), tandis que ceux du bassin Artois-Picardie semblent plus en retrait (ils sont significativement moins nombreux à déclarer connaître un item sur deux).

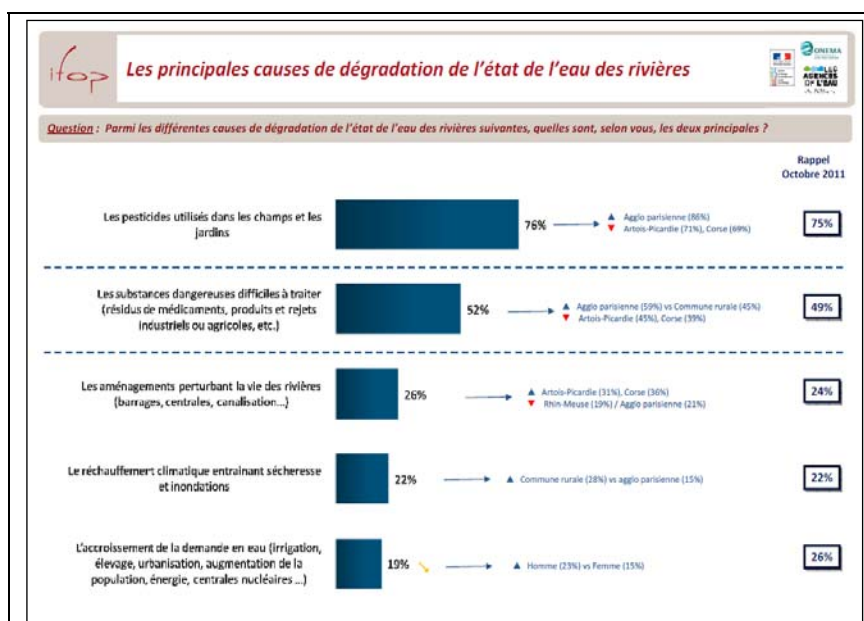
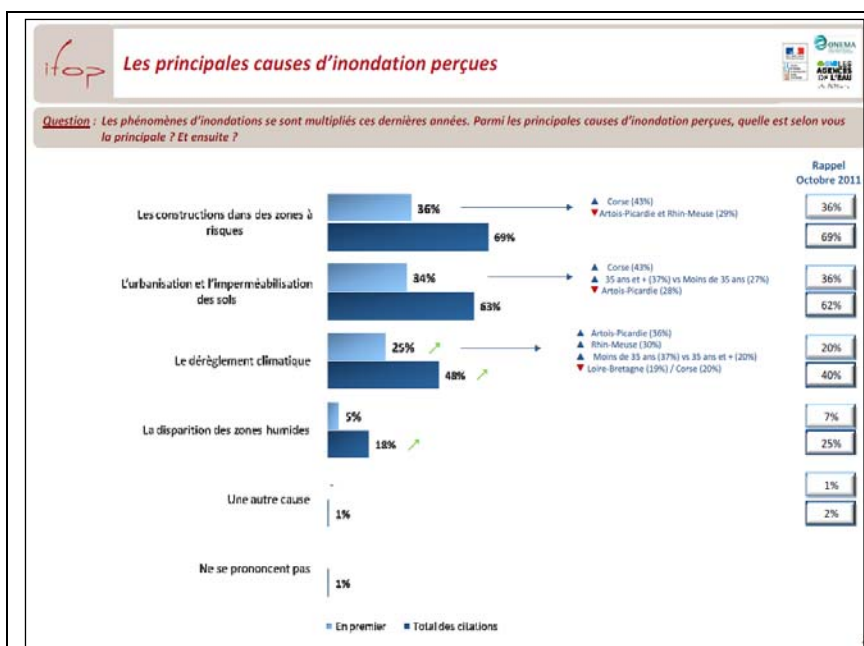


La gestion de l'eau devrait également, selon les personnes interrogées, et notamment les plus jeunes, les CSP +, les professions intermédiaires ainsi que les personnes les plus diplômées, **relever d'acteurs agissant à but non lucratif ne trouvant pas d'intérêt financier à gérer la ressource d'une manière ou d'une autre**. Sont ainsi désignées, dans un premier temps les ONG et les associations (*deuxième acteur inspirant le plus confiance avec 20% de premières citations, 38% au total*) et dans un second temps l'État et ses établissements publics (*15% et 30% au total*). Cela dit, la confiance exprimée dans les distributeurs d'eau, acteurs privés du marché, est également réelle (*16%, 30% au total*), les Français – et particulièrement les ouvriers et les personnes les moins diplômées – reconnaissant leur performance et leur compétence en la matière. Les interviewés se font également confiance en tant que citoyens pour participer à la bonne gestion de cette ressource collective, via la réalisation des « petits gestes » en se situant à des niveaux comparables de citations (*14%, 32% au global*).

Le sexe, l'âge et la profession sont source de clivages. Alors que les femmes (*46%*), les plus jeunes (*45% des moins de 35 ans*), les CSP- (*45%*) et les habitants de communes rurales (*46%*) privilégient la sensibilisation du grand public pour une plus grande responsabilisation, les hommes (*29%*), les plus de 35 ans (*28% contre 16% pour les moins de 35 ans*) et les Franciliens (*29%*) se positionnent davantage en faveur de l'option « pollueur-payeur ».

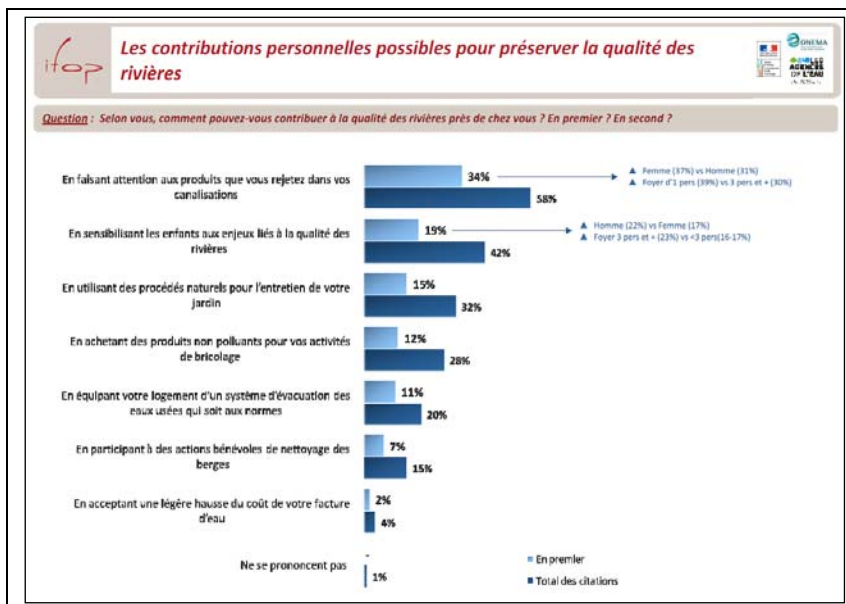
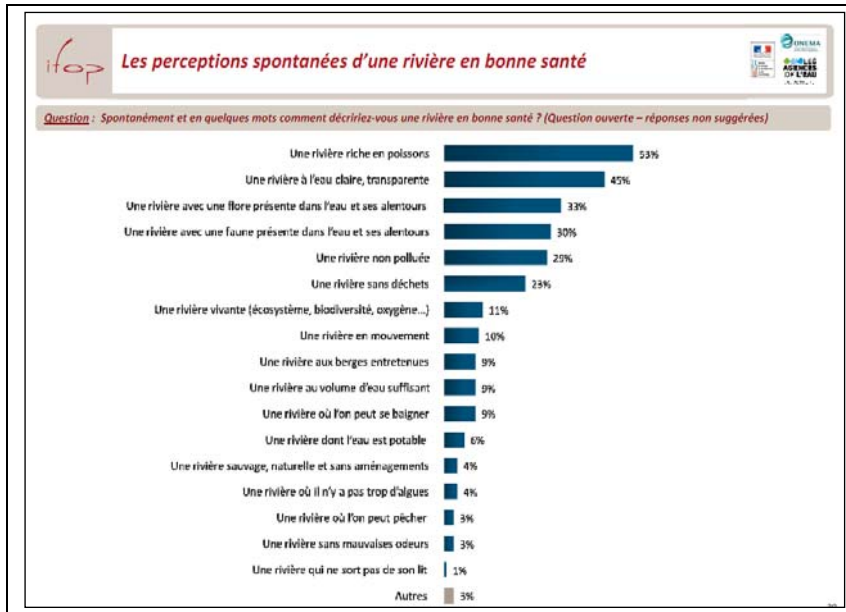


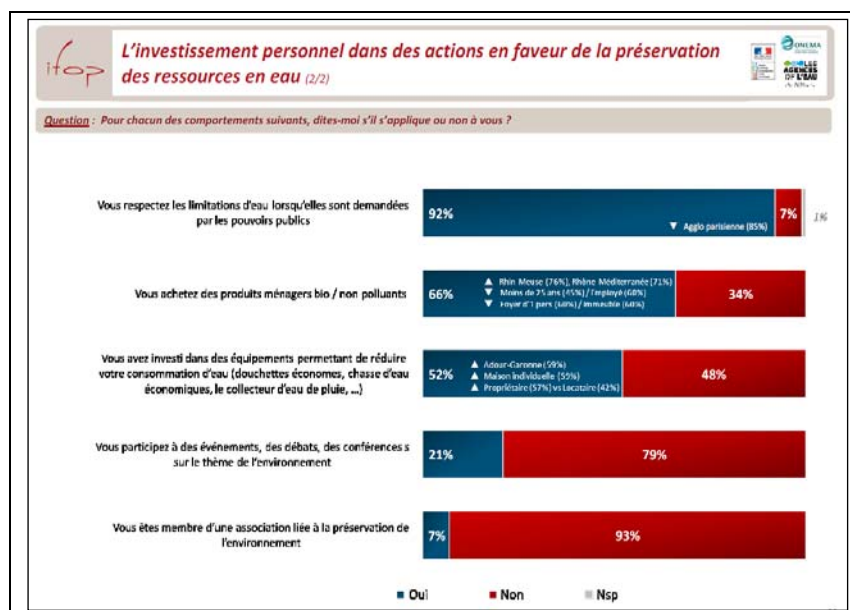
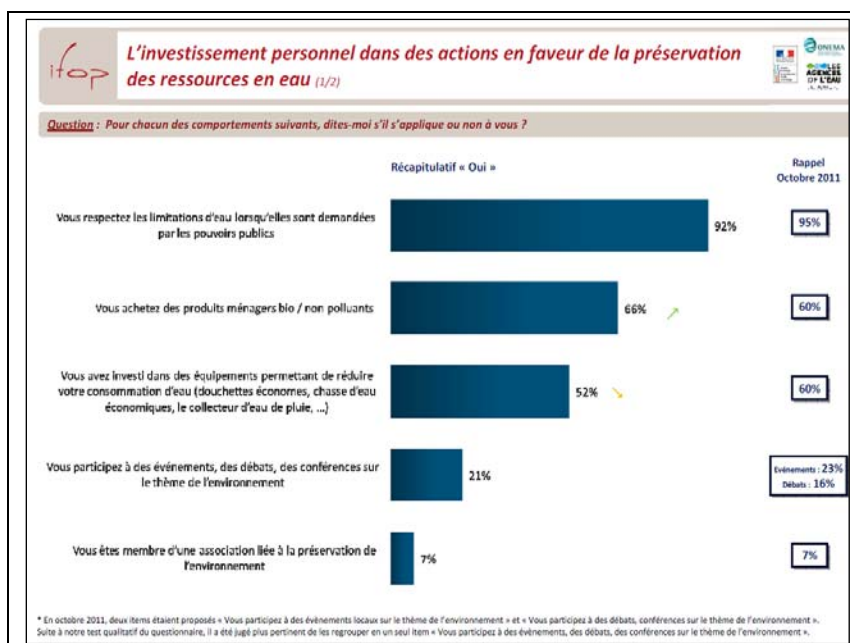
Plus de deux tiers des Français (71%) se déclarent favorables à cette possibilité offerte pour les collectivités en matière de soutien à la coopération décentralisée, en particulier les moins de 25 ans (82%), les professions libérales (77%) et intermédiaires (76%), les habitants de l'agglomération parisienne (76%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (82%).



Il convient de constater que ces résultats font l'objet de clivages notamment en fonction de l'âge, du sexe et de la profession de la personne interrogée, mais aussi en fonction du bassin d'habitation, certains interprétant davantage les inondations comme le résultat de politiques locales d'urbanisme peu réfléchies (Corse) quand d'autres y voient plus la conséquence du dérèglement climatique (Artois-Picardie, Rhin-Meuse).

Notons que les franciliens sont plus enclins à considérer que les pesticides et autres substances dangereuses sont la cause de dégradation de l'état de l'eau, n'en faisant (*probablement*) pour leur part que rarement usage.





L'idée de participer à des actions bénévoles de nettoyage des berges est peu retenue (7%, 15% au total). Pour autant, l'idée d'une absence d'investissement plus personnel est à relativiser en ce qu'un Français sur cinq participerait à des événements sur le thème de l'environnement, notamment les professions libérales (32%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (29%) ! Ils seraient également 7 % à être membres d'une association liée à la préservation de l'environnement.

Si ces suggestions sont en fin de classement des comportements adoptés pour préserver les ressources en eau, les chiffres demeurent encourageants ramenés à l'ensemble de la population.

La démarche plus « passive » de respect des limitations d'eau lorsqu'elles sont demandées par les pouvoirs publics serait, elle, adoptée par la quasi-totalité des Français (95%), du moins au plan déclaratif.